

PENSER

VOYAGER

DÉCOUVRIR

# AUTREMENT



## Les fourmis ouvrières du clic

*La suprématie du numérique va-t-elle mettre fin au travail humain? Non, selon le sociologue Antonio Casilli. Pour lui, l'économie du clic génère même un nouveau lumpenprolétariat.*

Des humains remplacés par des robots, des travailleurs mis au chômage... Les oracles du futur nous le promettent à longueur de tribunes et de colloques à la mode: l'automatisation aura raison de nos vies et de nos emplois. Mais cette révolution de l'intelligence artificielle (IA) ne dégagerait-elle pas quelques effluves de charlatanisme? Selon la récente étude d'une société d'investissement londonienne, 40% »

» des start-up européennes spécialisées dans l'IA... ne font pas d'IA. Ce qui ne surprend pas du tout Antonio Casilli, enseignant-chercheur à Télécom ParisTech et membre associé du Laci-IIAC à l'EHESS. Auteur d'une fascinante «enquête sur le travail du clic» (la création de données – et donc de valeur – pour les grandes plateformes numériques), ce sociologue raconte, dans *En attendant les robots*, les petites mains qui font tourner dans l'ombre la grande horloge du Web. Ce lumpenprolétariat du numérique incarne-t-il les nouvelles classes laborieuses ?

#### Qu'est-ce que le «digital labor» ?

C'est une activité «tâcheronisée» qui consiste à fragmenter et à standardiser le travail de telle sorte que n'importe qui peut le réaliser. Et quelle tâche plus simple que le clic ? C'est une logique tayloriste poussée à l'extrême, dont l'objectif est de produire toujours plus de données de consommateurs... Je distinguerais trois familles de digital labor. Il y a d'abord le travail à la demande, à flux tendu, plutôt de nature locale (il se déroule dans le lieu de la consommation). C'est Uber ou Deliveroo, des services à la personne opérés à partir d'applications mobiles. Ce travail ressemble beaucoup à des formes d'emploi atypiques, ou flexibles, que nous connaissons déjà. Vient ensuite la famille du micro-travail, moins visible, plus éloigné de notre expérience commune. Il est réalisé par des personnes qui se connectent sur des plateformes propriétaires et qui sont payées quelques centimes pour effectuer des tâches extrêmement précises et répétitives, comme vérifier la pertinence d'un résultat de recherche ou classer des images, afin de compenser les erreurs de l'intelligence artificielle. C'est le travail externalisé ultime : il n'y a aucun contrôle sur les horaires, sur l'offre, sur le type de tâche, sur la rémunération. Dans les pays industrialisés, c'est un complément de revenus. Mais dans ceux émergents, c'est un temps plein, et on retrouve des volumes faramineux en Inde, en Chine ou à Madagascar. Vient enfin la troisième famille, celle du travail social en réseau, celui que nous réalisons tous en utilisant Facebook ou Instagram, ou en notant nos achats sur Amazon. Pendant longtemps, on a considéré que c'était un labeur gratuit, mais c'est une analyse trop monolithique : certaines plate-

formes rémunèrent les usagers travailleurs. YouTube, par exemple, permet de monétiser les vidéos.

#### Combien de personnes sont concernées par ces nouvelles formes de travail ?

En France, le travail à la demande – comme Deliveroo – concerne quelques dizaines de milliers de personnes. Les chiffres ont longtemps manqué concernant le micro-travail, mais selon notre dernière estimation [*menée conjointement avec Télécom ParisTech, le CNRS et la Maison des sciences de l'Homme de Paris-Saclay, ndlr*], on recenserait aujourd'hui 266 000 individus. Dix fois le nombre de chauffeurs Uber ! Pour la dernière famille, celle des plateformes sociales, c'est la somme des utilisateurs, soit presque 50 millions de Français.

#### Est-ce que ça veut dire qu'une influenceuse Instagram, un chauffeur Uber et un modérateur philippin de Facebook sont inféodés de la même manière aux plateformes ?

Une influenceuse d'Instagram payée en cadeaux et habitant en milieu urbain, dans un pays d'Europe, a des conditions matérielles d'existence évidemment différentes de celles d'un micro-travailleur de l'Inde rurale. Pourtant, ils sont sujets au même type de structures de domination et d'exploitation. Ils se retrouvent pris au piège d'un mécanisme socio-économique et politique qui pousse vers la fragmentation et l'isolement, orienté vers l'automatisation, et qui réclame de plus en plus de contribution humaine, «invisible» et faiblement rémunérée. Le problème, c'est que certains économistes

et responsables politiques leur rebattent les oreilles avec l'idée qu'ils sont en train de travailler à leur propre disparition. Dans ces conditions, il leur est impossible d'être une classe sociale en soi, qui reconnaît son propre travail.

#### Vous ne croyez pas à la disparition du travail ?

Autant à droite qu'à gauche, la rhétorique du grand remplacement robotique est omniprésente. J'utilise ce terme à dessein, car la logique est la même depuis des siècles : menacer les travailleurs d'être supplantés par autre chose qu'eux, qu'il s'agisse de migrants ou de machines. Ce discours est une vieille tactique qui sert à discipliner la force de travail. Au XIX<sup>e</sup> siècle, les premiers industriels, comme le Britannique Andrew Ure, affirmaient que la plus parfaite des manufactures était celle qui était dépourvue de travailleurs humains. Plus près de nous, dans les années 1970, la réflexion sur la société post-industrielle nous préparait à la disparition de certains métiers. Dans les années 1990, Jeremy Rifkin prophétisait «*the end of work*», prédisant le chômage des cols bleus avec la montée en régime de l'informatique. En 2019, Mark Zuckerberg ou Elon Musk proposent la même rhétorique, en saupoudrant le tout d'intelligence artificielle. On devrait être prêt à renoncer au travail comme on a capitulé sur notre vie privée en livrant nos données personnelles. Sauf qu'il s'agit d'une pensée magique. Je ne crois pas du tout à l'automatisation complète : chaque nouvelle solution «intelligente» réclame l'injection de travail humain pour l'entraînement, la validation et la simulation des solutions en question.

#### À LIRE

**En attendant les robots.**

**Enquête sur le travail du clic,**

éd. Seuil, coll. La couleur des idées, 400 p., 24 €.

« Ce qui est nouveau, c'est la subordination extrême. Nous sommes face au pire du travail salarié. »



### Ce qui disparaît, ce serait plutôt l'emploi?

Et le rapport traditionnel entre l'employeur et le salarié. Avec une précision: le non-respect du code du travail n'est pas l'apanage du travail du clic. Ce qui est nouveau ici, c'est la subordination extrême. Nous sommes face au pire du travail salarié, sans aucune protection en échange. On revient à une situation qui caractérisait le marché de la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle avec le système du marchandage, des «piécards» [en tapisserie, ouvriers œuvrant à la pièce, ndlr]. A cette époque, la France n'était pas un pays d'ouvriers, l'activité s'organisait en tâches, par l'intermédiaire d'ateliers d'activité, qui avaient chacun leur propre hiérarchie. Ceux qui y travaillaient étaient moins protégés, mais plus indépendants. En deux siècles, c'est la marge de négociation qui a disparu, car les travailleurs d'aujourd'hui sont accablés par des systèmes de management algorithmique qui empêchent toute discussion et les rendent impuissants.

### Vous êtes très sévère avec les prophètes de l'intelligence artificielle...

Les grands groupes industriels du numérique ont tendance à utiliser une sémantique religieuse pour décrire les personnes qui sont les mieux payées: Google emploie des «évangélistes», Yahoo a un «prophète du marketing», etc. Nous semblons collectivement prêts à accorder notre confiance à un visionnaire-qui-a-vu-l'automation-complète. Quelles sont les structures de légitimation de ce

discours prophétique? A l'époque, ce rôle était tenu par les institutions religieuses. Aujourd'hui, par des institutions économiques.

### On parle systématiquement de plateformes, comme s'il s'agissait d'entités échappant aux règles traditionnelles des entreprises. Réalité économique ou pirouette sémantique?

Ce sont des entités économiques qui se veulent horizontales et agiles – tout ce qui plaît aux investisseurs! Au fil de mes recherches, j'ai découvert que ces sociétés sont hybrides, à mi-chemin entre les firmes d'antan – hiérarchisées, brutales – et des marchés – avec tous les risques et la flexibilité qui y sont associés. Elles captent la valeur des fournisseurs et des sous-traitants, mais aussi celle produite par les usagers. La différence entre une multinationale et une plateforme, c'est que cette dernière pousse la chaîne de sous-traitance à son paroxysme, elle est capable d'extraire de la valeur jusque chez le moindre utilisateur. Il est important de dire qu'une plateforme peut être autre chose. Historiquement, c'est un programme d'émancipation, de libération, enraciné dans les révolutions anglaises et la Réforme protestante. Chez les bêcheux britanniques, une faction anarcho-chrétienne de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle, la «plateforme» était un pacte entre acteurs politiques variés. Elle visait à dépasser les modèles existants de travail subordonné et de propriété privée, pour négocier de manière collective un ensemble de ressources et de prérogatives communes.

ANTONIO CASILLI

1972  
Naissance en Italie.

2010  
*Les Liaisons numériques : vers une nouvelle sociabilité?*, éd. Seuil.

2015  
*Qu'est-ce que le digital labor?*, avec Dominique Cardon, éd. INA.

### Que faudrait-il faire pour échapper à l'exploitation?

Je distinguerais trois méthodes. La première – syndicale – consiste à re-formaliser le travail, pour utiliser les lois de protection des travailleurs tant que nous les avons encore. Il faut savoir organiser les luttes. Les actions collectives en justice – qui se multiplient et portent leurs fruits en France et ailleurs dans le monde – permettent aux travailleurs du clic de se rendre compte qu'ils partagent un destin commun. La deuxième – plus libérale – modifie les droits de propriété des données que nous produisons. Elles seraient à nous, tel un droit indivisible et inaliénable. Ma dernière idée est plus ambitieuse. Il s'agit de revenir à la nature utopique des plateformes, et de proposer un modèle anarchiste dans lequel on gère les communs informationnels comme des ressources naturelles. Le travail du clic est un phénomène global. Il faut imbriquer ce qui se passe sur nos écrans et ce qui se passe dans les mines de sel qui produisent le lithium de nos batteries de smartphone. En 2012, la Bolivie a mis en place une loi extrêmement ambitieuse sur les communs naturels, pour les protéger, les faire prospérer, et organiser une gouvernance collective. On y trouve le plus grand gisement de sel du monde, le salar d'Uyuni, qui est aussi un centre de production de batteries. Il a été décidé qu'il s'agissait d'un système collectif dans lequel personne n'a le droit de s'approprier le désert, dont les bénéfices sont reversés aux communautés locales. Si on suit la chaîne de production jusqu'à nos appareils technologiques, on pourrait envisager le même système de redistribution de la valeur entre les usagers-travailleurs. A ce titre, je plaide pour un revenu universel numérique. Si on estime que la production de données ne peut être privatisée, si une plateforme ne peut pas constituer une base de données qu'elle est capable de vendre, on peut produire un modèle cohérent et envisager la création d'une «caisse commune» qui bénéficierait à tous. Mais il faudra passer par un démantèlement des plateformes, dont le modèle économique actuel deviendrait obsolète.

Propos recueillis par Olivier Tesquet  
Illustrations Almasty pour Télérama